

Objectif spécifique 1.1 - Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental

Stratégie en Région

La Guyane présente des atouts importants pour le développement d'une économie bleue performante (350 km de façade maritime et près de 130 000 km² de ZEE ; un écosystème potentiellement riche, très peu exploité au-delà des 20m de fond et pas du tout après 600m ; des îles chargées d'histoire à proximité du littoral, etc.).

La filière pêche représente une part importante, notamment en matière d'emplois, du secteur de l'économie bleue. Par contre, elle est peu structurée et rencontre des difficultés majeures du fait de plusieurs facteurs :

- Un important déficit d'infrastructures portuaires et de lieux de débarquements adaptés, répondant aux normes d'hygiène et de sécurité ;
- Une flotte vieillissante et composée essentiellement de petites unités ;
- Un manque d'attractivité du secteur pour les guyanais et un manque de formation, qui induit insécurité à bord et difficultés de professionnalisation du secteur ;
- Un manque de connaissance global de la ressource et de l'activité de pêche.
- La filière pêche est confrontée à une activité illégale majoritairement orientée vers les vessies natatoires.

De ce constat, à travers cet OS, il est proposé de relever les défis suivants :

- Acquérir une meilleure connaissance des différents stocks
- Créer une filière de formation maritime contribuant à la montée en compétence des marins et au renouvellement des générations
- Accompagner la pêche informelle vers la régularisation des activités, la professionnalisation et la structuration des acteurs par la création d'organisation de producteur
- Poursuivre les efforts de réduction de l'impact écologique de la pêche
- Moderniser la flotte de pêche et développer des outils améliorant les conditions de travail du marin-pêcheur et des conditions d'hygiène et sanitaire tant à bord qu'à terre
- **Organiser et structurer la 1^{er} mise sur le marché et la vente directe**
- Explorer les potentialités d'une pêche hauturière : étude de marché sur les débouchés potentiels, adaptation des navires pour l'obtention du PME, ...

Références réglementaires

Articles 14, 15, 16, 17, et 19 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche
- Conseil et formation
- Investissements dans les ports de pêche
- Recherche et innovation
- Actions collectives/Communication /Sensibilisation
- Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site « Europe en Guyane » (<https://europe-guyane.fr/>)

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Les véhicules d'exploitation routière destinés à préserver la qualité et assurer la conservation de la production (véhicule frigorifique) sont éligibles une seule fois par période de programmation – si le développement de la production est démontré.

Pour le type d'actions « recherche et innovation », les opérations doivent être menées en collaboration (prestation) ou en partenariat avec un organisme scientifique ou technique qui valide les résultats de ces opérations.

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation (annexée pour information) :

Soutien aux entreprises :

Dimension économique :

- Supplément de valeur ajoutée généré par l'opération à 3 ans ou 5 ans

Impact sur l'emploi :

- L'opération contribue à promouvoir l'égalité homme femme et à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap
- Création et/ou maintien de l'emploi
- Amélioration de la sécurité et/ou des conditions de travail

Implication environnementale :

- L'entreprise s'est engagée dans une démarche environnementale
- Efficacité énergétique : Amélioration du gain énergétique du navire
- Sélectivité : Efficacité de l'équipement sur la réduction du volume de captures non désirées et/ou efficacité de l'équipement pour réduire l'incidence de la pêche sur les écosystèmes marins
- Opération visant à réduire les impacts sur l'environnement

Dimension collective :

- Projet répondant à un cahier des charges collectif ou une étude ; et mis en œuvre avec le soutien d'une organisation de pêcheurs
- Nombres de navires concernés par le projet

Cohérence des projets :

- Qualité du porteur de projet et adéquation entre objectifs moyens techniques et méthodologie employée
- Conditions de travail : le navire fait partie d'un segment de flotte identifié comme particulièrement accidentogène

Conseil et formation

Dimension économique :

- La formation contribue à : Améliorer la gestion administrative de l'entreprise / Améliorer les pratiques de pêche et/ou les conditions de travail à bord / Augmenter la valeur ajoutée du produit et/ou le développement des marchés

Impact sur l'emploi :

- L'opération contribue à promouvoir l'égalité homme femme et à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap
- Création et/ou maintien de l'emploi
- Augmente les compétences des salariés

Dimension collective :

- Nombre d'entreprises concernées
- Actions permettant le transfert de connaissances produites

Cohérence des projets :

- Adaptation pédagogique au public ciblé (actions, méthode, supports, ...)
- Pertinence des actions par rapport aux objectifs du projet
- Coût unitaire par type d'action (ateliers, des expérimentations, des visites pédagogiques et des démonstrations techniques...) pertinent au regard des actions proposées
- Pertinence des moyens mis en œuvre pour mobiliser les publics cibles

Équipements Ports de Pêche :

- Investissements reconnus comme étant prioritaires et/ou accessoires dans le Plan Régional d'Organisation et d'Équipements des Ports de Pêche en vigueur ou la stratégie territoriale de l'économie bleue.

<p>Soutien à l'innovation et à la recherche-développement :</p> <p><u>Dimension économique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Résultats attendus en termes de connaissance scientifique et caractère innovant du projet • Retombées potentielles pour la Guyane en termes de valeur ajoutée endogène <p><u>Impact sur l'emploi :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Retombées potentielles pour la Guyane en termes de création d'emplois • Création et maintien d'emplois pérennes, directs et induits, <p><u>Implication environnementale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet doit avoir un impact positif sur l'environnement : prise en compte du principe de développement durable et de la réduction des nuisances environnementales <p><u>Dimension collective :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Qualité des résultats et diffusion auprès de la filière • Niveau collaboratif et mutualisation des équipements dans le domaine du possible <p><u>Cohérence des projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Qualité du porteur de projet et adéquation entre objectifs moyens techniques et méthodologie employée • Qualité du consortium • Pour les projets portés par des organismes de recherche, les porteurs doivent être habilités à diriger des recherches (à l'exception des projets portés par une entreprise privée) • Le fonctionnement des infrastructures doit être pérenne (entretien, maintenance, collecte des déchets, sécurité incendie.) pendant au moins les cinq années suivant la réception de l'ouvrage <p>Actions collectives / Communication et sensibilisation</p> <p><u>Dimension économique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet permet de répondre aux enjeux économiques du secteur de la pêche • Le projet vise à démocratiser une technologie innovante reconnue dont les effets positifs pour la filière ont déjà été démontrés <p><u>Impact sur l'emploi :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'opération contribue à promouvoir l'égalité homme femme et à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap • Création et/ou maintien de l'emploi • Augmente les compétences des salariés • Le projet permet de répondre aux enjeux sociaux des secteurs concernés <p><u>Implication environnementale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet permet de répondre aux enjeux environnementaux des secteurs concernés <p><u>Dimension collective :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'entreprises concernées • Actions permettant le transfert de connaissances produites <p><u>Cohérence des projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adaptation pédagogique au public ciblé (actions, méthode, supports, ...) • Pertinence des actions par rapport aux objectifs du projet • Coût unitaire par type d'action (ateliers, des expérimentations, des visites pédagogiques et des démonstrations techniques...) pertinent au regard des actions proposées • Pertinence des moyens mis en œuvre pour mobiliser les publics cibles
<p>Intensité d'aide publique</p> <p>Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire</p>
<p>Taux de contribution du FEAMPA</p> <p>70% des aides publiques</p>
<p>Indicateurs de résultat</p>

- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons
- Entités favorisant la durabilité sociale
- Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition
- Emplois créés

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE
Objectif spécifique 1.2 - Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou en modernisant les moteurs des navires de pêche
<p>Stratégie en Région</p> <p>La Guyane présente des atouts importants pour le développement d'une économie bleue performante et résiliente (350 km de façade maritime et près de 130 000 km² de ZEE1 ; un écosystème potentiellement riche, très peu exploité au-delà des 20m de fond et pas du tout après 600m ; des îles chargées d'histoire à proximité du littoral, etc.).</p> <p>La filière pêche représente une part importante, notamment en matière d'emplois, du secteur de l'économie bleue. Par contre, elle est peu structurée et reste fragile financièrement.</p> <p>Cet OS devrait contribuer à réduire l'impact de la pêche sur son environnement mais aussi permettre de réduire les coûts liés à la production d'énergie, premier poste de dépenses pour un producteur.</p>
<p>Références réglementaires</p> <p>Article 18 du règlement (UE) 2021/1139</p>
<p>Types d'actions concernées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissement dans la réduction de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique (moteurs)
<p>Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires</p> <p>Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site « Europe en Guyane » (https://europe-guyane.fr/)</p> <p>Aucun critères spécifiques (hors critères réglementaires).</p>
<p>Critères de sélection</p> <p>La sélection s'appuiera sur une grille de notation (annexée pour information) :</p> <p><u>Dimension économique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des coûts énergétiques <p><u>Qualité environnementale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gain énergétique du navire <p><u>Dimension collective</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet répondant à un cahier des charges collectif ou bénéficiant d'une contribution d'une organisation professionnelle • Nombre de navires concernés par le projet • Projet prévoyant une diffusion des résultats (le cas échéant) <p><u>Cohérence des projets, soutien à la bonne gouvernance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet découlant directement de la mise en œuvre d'un programme, un audit énergétique ou une étude ayant bénéficié d'aides publiques
<p>Intensité d'aide publique</p> <p>Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire</p>
<p>Taux de contribution du FEAMPA</p> <p>70% des aides publiques</p>
<p>Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consommation d'énergie entraînant une réduction des émissions de CO2
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE

Objectif spécifique 1.5 - Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques

Stratégie en Région

Dans la même ligne que la programmation précédente, le FEAMPA, pour sa programmation 2021/2027, prévoit de compenser les surcoûts que subissent les acteurs des filières de la pêche et de l'aquaculture dans les régions ultrapériphériques de l'Europe, dont notamment les 6 RUP françaises de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion et Saint-Martin.

Cet OS permet de compenser les surcoûts subis par les opérateurs des régions ultrapériphériques pour les produits de la pêche et de l'aquaculture. Il est mis en œuvre à travers l'article 24 du FEAMPA et permet le remboursement des surcoûts de plusieurs catégories d'activité.

Références réglementaires

Article 24 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Compensation des surcoûts subis par les opérateurs des régions ultrapériphériques pour les produits de la pêche et de l'aquaculture.

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site « Europe en Guyane » (<https://europe-guyane.fr/>)

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Les bénéficiaires sont uniquement les opérateurs individuels listés ci-après et qui :

- Interviennent dans des activités retenues comme éligibles dans le plan de compensation des surcoûts (PCS) 21-27 de la Guyane ;

Et

- Travaillent sur des produits ou catégories de produits locaux retenus comme éligibles dans le PCS.

#	Opérateurs ou leurs associations	Produits ou catégories de produits
1.	Armateurs – Marins Pêcheurs individuel ou collectif	Crustacés / Poisson blanc / Poisson rouge
2.	Aquaculteurs conventionnels et en biologiques	Crustacés / Poisson d'aquaculture
3.	Transformateurs	Crustacés / Poisson Blanc / Poisson Rouge / Crustacés d'aquaculture / Poisson d'aquaculture
4.	Commerçants / Mareyeurs	Crustacés / Poisson Blanc / Crustacés d'aquaculture / Poisson d'aquaculture

Les dépenses éligibles sont déterminées à partir des espèces et des coefficients listés dans le document de mise en œuvre et le plan de compensation des surcoûts validés en instance partenariale.

Critères de sélection

<p>Le régime de compensation des surcouts est considéré comme un cas spécifique pour les RUP et approuvé par la Commission.</p> <p>Par conséquent, il n’y a pas de sélection à opérer ou de classement à établir.</p> <p>Le critère de sélection est de nature purement formelle et se limite à préciser que l’opération est conforme au règlement et au programme opérationnel pour cette mesure.</p>
<p>Intensité d’aide publique</p> <p>Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire</p>
<p>Taux de contribution du FEAMPA</p> <p>100% des aides publiques</p>
<p>Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d’opération

Objectif spécifique 1.6 - Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental

Stratégie en Région

La Guyane présente des atouts importants pour le développement d'une économie bleue performante et résiliente (350 km de façade maritime et près de 130 000 km² de ZEE ; un écosystème potentiellement riche, très peu exploité au-delà des 20m de fond et pas du tout après 600m ; des îles chargées d'histoire à proximité du littoral, etc.).

Afin de préserver et restaurer la biodiversité, plusieurs défis sont à relever :

- La maîtrise de la souveraineté des espaces marins qui subissent des impacts importants du fait de la pêche illégale.
- L'acquisition de connaissances et suivis d'espèces ou de zones par la mise en place d'un partenariat scientifique-pêcheur ;
- La valorisation des acteurs et des connaissances sur la protection de l'environnement marin ; contribuer à la création d'Aire Marine Protégée (AMP) et/ou à la définition de mesures de gestion innovantes dans les zones prioritaires
- La définition de stratégies de pêche en adéquation avec la biologie des espèces exploitées ;
- L'accompagnement à la dépollution de sites.

Références réglementaires

Article 27 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Les opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et l'aquaculture en mer et sur le littoral
- Innovation pour limiter l'impact de la pêche sur le milieu marin
- Expérimentation d'actions locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins, hors mise en œuvre des directives européennes

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site « Europe en Guyane » (<https://europe-guyane.fr/>)

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Dépenses inéligibles pour tous types d'action :

- Le matériel et les logiciels non directement liés à l'opération ;
- Le matériel et les logiciels répondant à des fonctions administratives ;
- Les consommables ;

Conditions d'éligibilité : Les projets doivent associer des professionnels de la filière pêche ou organisation professionnelle comme le CRPMEM Guyane

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation (annexée pour information) :

Dimension économique

- Identification claire des retombées potentielles pour la Guyane en termes de valeur ajoutée endogène

Impact sur l'emploi

- Prise en compte de l'égalité des chances et la non-discrimination
- Identification claire des retombées potentielles pour la Guyane en termes de création d'emploi

Qualité environnementale

- Incidence sur l'environnement et/ou la sélectivité de la pêche
- Prise en compte bien être animal, notamment pour les opérations liées à la connaissance : comment minimiser au maximum son empreinte lors : du comptage – du marquage – la sortie de l'eau et la remise du poisson

Dimension collective

- Implication des communes, des pêcheurs et des populations locales dans le projet dans un esprit participatif
- Engagement du porteur de projet à transférer les droits de propriété intellectuelle des résultats de son étude

Cohérence des projets, soutien à la bonne gouvernance

- Adaptation pédagogique au public ciblé (actions, méthode, supports, ...)
- Qualité du consortium (complétude des compétences ; qualité des compétences et du pilotage du projet) et de l'organisation du projet (calendrier, jalons ...) ou du porteur de l'opération à conduire le projet (robustesse économique, compétence ...)

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE

Objectif spécifique 2.1 - Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental

Stratégie en Région

Le secteur aquacole continental est une filière en création qui :

- est non concurrente à la filière pêche car elle participera à améliorer le taux de couverture de marché ;
- permettrait de diversifier les produits, dont les poissons, les crustacés et les huîtres de palétuviers sont très appréciés localement ;
- favoriserait la création d'emplois dans les zones rurales.
- Mais le développement de l'aquaculture en Guyane est confronté à de nombreuses difficultés identifiées dans le Plan Aquacultures d'Avenir (P2A) et le Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture (SRDA) :
- Accès au foncier : les zones propices sont celles à proximité de cours d'eau non pollués par une activité telles que les exploitations minières. Ces espaces sont déjà fortement occupés par les activités agricoles ;
- Contexte réglementaire complexe et méconnu ;
- Coûts d'installation (mise en valeur du terrain, autorisation de prélèvement d'eau, autorisation d'élevage) non favorables ;
- Absence de formation à l'aquaculture et d'ingénierie au niveau du territoire ;
- Absence de service (production d'alevin / avitaillement).

Toutefois, la demande guyanaise en poisson frais et congelé est soutenue et va se développer dans les années à venir avec le doublement de la population guyanaise attendu à l'horizon 2050.

A travers cet OS, les défis à relever sont :

- Expérimenter les potentialités de développement de l'aquaculture ;
- Investir dans les infrastructures collectives et les activités d'avitaillement aquacoles ;
- Aider à l'installation de nouveaux aquaculteurs formés et moderniser les exploitations.

Références réglementaires

Articles 26 et 27 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles
- Recherche et innovation
- Installation aquacole
- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site « Europe en Guyane » (<https://europe-guyane.fr/>)

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Les Dépenses inéligibles pour tous types d'action sont :

- les travaux de voirie et de viabilisation ;
- le matériel d'occasion, sauf pour les nouveaux aquaculteurs ;
- les consommables, sauf pour les actions collectives ;
- le développement d'activité complémentaire dans l'hébergement ou la restauration ;

Les Conditions d'éligibilité spécifiques sont

- Pour les dossiers d'entreprises : Les projets de production de nouvelles espèces ou de diversification vers de nouvelles espèces, en particulier en cas de création d'entreprise, devront être en cohérence avec le schéma régional de développement aquacole continental de Guyane.
- Les études préalables sont éligibles à posteriori lors du dépôt de la demande d'aide pour les investissements. Les nouveaux installés ne sont pas concernés par cette règle ; ils pourront déposer des dossiers uniquement pour les études préalables nécessaires à la création de leur exploitation.

- Pour les projets d'innovation : La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans.
- Les véhicules d'exploitation routière destinés à préserver la qualité et assurer la conservation de la production (véhicule frigorifique) sont éligibles une seule fois par période de programmation – si le développement de la production est démontré.

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation (annexée pour information) :

Soutien aux entreprises

Dimension économique :

- L'opération permet de maintenir ou d'augmenter la production aquacole en volumes
- L'opération permet d'améliorer la rentabilité de l'entreprise
- L'opération permet d'améliorer la résilience de l'entreprise
- L'opération permet d'améliorer la qualité des produits pour le consommateur
- Le porteur est un nouvel installé
- Le projet met en œuvre une technologie innovante reconnue dont les effets positifs ont déjà été démontrés

Impact sur l'emploi :

- L'opération contribue à promouvoir l'égalité homme femme et à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap
- L'opération permet d'améliorer significativement les conditions de travail (santé, sécurité, bien-être)
- Création et/ou maintien d'ETP

Implication environnementale :

- L'entreprise s'est engagée dans une démarche d'élevage biologique
- L'opération permet de réduire les impacts négatifs ou renforce les effets positifs sur l'environnement (hors utilisation des ressources et gestion des rejets)
- L'opération permet une meilleure utilisation des ressources et / ou une amélioration de la gestion des rejets et déchets
- Le projet contribue à un gain d'efficacité énergétique
- L'opération permet une meilleure prise en compte du bien-être animal d'après la bibliographie, un vétérinaire, un organisme scientifique ou centre technique de référence

Dimension collective :

- Projet répondant à un cahier des charges collectif ou une étude ; et mis en œuvre avec le soutien d'une organisation professionnelle
- Nombres d'entreprise concernées par le projet

Cohérence des projets :

- Qualité du porteur de projet et adéquation entre objectifs moyens techniques et méthodologie employée

Soutien à l'innovation et à la recherche-développement

Dimension économique :

- Résultats attendus en termes de connaissance scientifique et caractère innovant du projet
- Retombées potentielles pour la Guyane en termes de valeur ajoutée endogène

Impact sur l'emploi :

- Retombées potentielles pour la Guyane en termes de création d'emplois
- Création et maintien d'emplois pérennes, directs et induits,

Implication environnementale :

- **Le projet doit avoir un impact positif sur l'environnement : prise en compte du principe de développement durable et de la réduction des nuisances environnementales**

Dimension collective :

- Qualité des résultats et diffusion auprès de la filière
- Niveau collaboratif et mutualisation des équipements dans le domaine du possible

Cohérence des projets :

- Qualité du porteur de projet et adéquation entre objectifs moyens techniques et méthodologie employée
- Qualité du consortium

- Le fonctionnement des infrastructures doit être pérenne (entretien, maintenance, collecte des déchets, sécurité incendie.) pendant au moins les cinq années suivant la réception de l'ouvrage

Actions collectives, communication, médiation, animation de filière

Dimension économique :

- Le projet permet de répondre aux enjeux économiques des secteurs de la commercialisation et ou de transformation
- Le projet vise à démocratiser une technologie innovante reconnue dont les effets positifs pour la filière ont déjà été démontrés

Impact sur l'emploi :

- L'opération contribue à promouvoir l'égalité homme femme et à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap
- Création et/ou maintien de l'emploi
- Augmente les compétences des salariés
- Le projet permet de répondre aux enjeux sociaux des secteurs concernés

Implication environnementale :

- Le projet permet de répondre aux enjeux environnementaux des secteurs concernés

Dimension collective :

- Nombre d'entreprises concernées
- Actions permettant le transfert de connaissances produites

Cohérence des projets :

- Adaptation pédagogique au public ciblé (actions, méthode, supports, ...)
- Pertinence des actions par rapport aux objectifs du projet
- Coût unitaire par type d'action (ateliers, des expérimentations, des visites pédagogiques et des démonstrations techniques...) pertinent au regard des actions proposées
- Pertinence des moyens mis en œuvre pour mobiliser les publics cibles

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé
- Emplois créés
- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE

Objectif spécifique 2.2 - Promouvoir la commercialisation, la qualité et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation de ces produits

Stratégie en Région

Les données relatives à l'économie de ces secteurs sont peu importantes et rarement récentes, traduisant un manque de connaissances qui pénalise leur développement.

La Collectivité Territoriale de Guyane, dans le cadre de la définition de sa stratégie de l'économie bleue en 2020, a pu déterminer à partir de calcul d'indicateurs socioéconomiques que le secteur de la pêche est le premier poste d'exportations du secteur primaire de la Guyane. Une dizaine d'opérateurs jouent un rôle particulièrement important en matière de transformation et commercialisation des produits de la mer. Mais ils connaissent des difficultés financières depuis 2017 qui s'expliquent par :

- Une instabilité des marchés historiques sur les produits congelés, et notamment celui des Antilles ;
- La non-atteinte des objectifs de commercialisation des nouvelles gammes de produits de première transformation de niveau 2 (faible demande sur le marché local, nécessité de produit éco-certifiés pour le marché métropolitain) ;
- La difficulté d'accès aux appels d'offres, notamment ceux de la restauration collective, imposant des prix bas ;
- Le manque d'optimisation des infrastructures de transformation-commercialisation qui engendre des coûts importants.

Toutefois, sur une population de 250 000 habitants, on considère que 80 à 100 000 habitants sont concernés à l'heure actuelle par les circuits de distribution formels. On peut penser que le doublement de la population à horizon de 2050 et le développement économique de la collectivité stimuleront très sensiblement ce marché potentiel.

De ce constat, à travers cet OS, le FEAMPA devrait aider à relever les défis suivants :

- Aider au développement de circuit de commercialisation efficient et rémunérateur : Créer un observatoire de la pêche pour améliorer la traçabilité du produit de la pêche à l'assiette / S'adapter aux flux des marchés par des circuits logistiques performants (produits ultra-frais notamment)
- Accompagner les entreprises dans le développement de l'innovation pour : Valoriser les produits de la mer / Améliorer la productivité des chaînes de production et des conditions de travail / Renforcer l'appareil de transformation et diversifier les débouchés tant locaux qu'à l'export en axant sur la qualité pour différencier le produit Guyane
- Accompagner les entreprises à réussir leur transition numérique et écologique

Références réglementaires

Article 28 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation
- Recherche et innovation
- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site « Europe en Guyane » (<https://europe-guyane.fr/>)

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Les projets doivent prévoir une utilisation a minima d'un quart de produits de la pêche ou de l'aquaculture en volume.

Les opérations de transformation et de commercialisation travaillant **avec au moins de 80 % de productions locales seront prioritaires.**

Les véhicules d'exploitation routière destinés à préserver la qualité et assurer la conservation de la production (véhicule frigorifique) sont éligibles une seule fois par période de programmation – si le développement de la production est démontré.

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation (annexée pour information) :

Soutien aux entreprises

Dimension économique :

- Supplément de valeur ajoutée généré par l'opération à 3 ans
- Nombre de nouveau marché développé

Impact sur l'emploi :

- L'opération contribue à promouvoir l'égalité homme femme et à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap
- Création et/ou maintien de l'emploi
- Amélioration de la sécurité et/ou des conditions de travail

Implication environnementale :

- L'entreprise s'est engagée dans une démarche environnementale
- Le projet permet de répondre aux enjeux environnementaux des secteurs concernés
- Le projet contribue à un gain d'efficacité énergétique

Dimension collective :

- Projet répondant à un cahier des charges collectif ou une étude ; et mis en œuvre avec le soutien d'une organisation professionnelle
- Nombres d'entreprise concernées par le projet

Cohérence des projets :

- Qualité du porteur de projet et adéquation entre objectifs moyens techniques et méthodologie employée

Soutien à l'innovation et à la recherche-développement

Dimension économique :

- Résultats attendus en termes de connaissance scientifique et caractère innovant du projet
- Retombées potentielles pour la Guyane en termes de valeur ajoutée endogène

Impact sur l'emploi :

- Retombées potentielles pour la Guyane en termes de création d'emplois
- Création et maintien d'emplois pérennes, directs et induits,

Implication environnementale :

- **Le projet doit avoir un impact positif sur l'environnement : prise en compte du principe de développement durable et de la réduction des nuisances environnementales**

Dimension collective :

- Qualité des résultats et diffusion auprès de la filière
- Niveau collaboratif et mutualisation des équipements dans le domaine du possible

Cohérence des projets :

- Qualité du porteur de projet et adéquation entre objectifs moyens techniques et méthodologie employée
- Qualité du consortium
- Pour les projets portés par des organismes de recherche, les porteurs doivent être habilités à diriger des recherches (à l'exception des projets portés par une entreprise privée)
- Le fonctionnement des infrastructures doit être pérenne

Actions collectives, communication, médiation, animation de filière

Dimension économique :

- Le projet permet de répondre aux enjeux économiques des secteurs de la commercialisation et ou de transformation
- Le projet vise à démocratiser une technologie innovante reconnue dont les effets positifs pour la filière ont déjà été démontrés

<p><u>Impact sur l'emploi :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'opération contribue à promouvoir l'égalité homme femme et à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap • Création et/ou maintien de l'emploi • Augmente les compétences des salariés • Le projet permet de répondre aux enjeux sociaux des secteurs concernés <p><u>Implication environnementale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet permet de répondre aux enjeux environnementaux des secteurs concernés <p><u>Dimension collective :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'entreprises concernées • Actions permettant le transfert de connaissances produites <p><u>Cohérence des projets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Adaptation pédagogique au public ciblé (actions, méthode, supports, ...) • Pertinence des actions par rapport aux objectifs du projet • Coût unitaire par type d'action (ateliers, des expérimentations, des visites pédagogiques et des démonstrations techniques...) pertinent au regard des actions proposées • Pertinence des moyens mis en œuvre pour mobiliser les publics cibles
<p>Intensité d'aide publique</p> <p>Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire</p>
<p>Taux de contribution du FEAMPA</p> <p>70% des aides publiques</p>
<p>Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé - Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes) - Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation - Ensemble de données et conseils mis à disposition

Objectif spécifique 3.1 - Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture

Stratégie en Région

Consciente des enjeux de préservation des écosystèmes marins, côtiers, fluviaux de Guyane dont dépend le développement des secteurs de l'économie bleue ainsi que de l'opportunité socio-économique que constitue la croissance des activités fluvio-maritimes, la Collectivité Territoriale de Guyane a décidé de s'emparer du sujet pour construire une économie bleue durable, rentable et innovante pensée par et pour le territoire, de manière intégrée et collective.

L'économie bleue couvre un large éventail d'activités économiques liées aux océans, mer et côtes traditionnelles, établies et émergentes. Cependant, les particularités du territoire guyanais nécessitent d'adapter cette définition. En effet, le potentiel de développement de certaines activités maritimes telles que les activités nautiques s'envisagent sur les fleuves et non uniquement sur le littoral. Il s'agit donc de penser l'économie bleue en rapport avec les fleuves dans le respect de l'article 29 du règlement UE n° 2021/1139.

Les secteurs de l'économie bleue rencontrent des défis similaires, mais peuvent aussi disposer de leviers d'actions mutualisés. Ainsi, de nombreuses synergies sont à construire pour faire de l'économie bleue un secteur à part entière et non une juxtaposition d'activités. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la présente stratégie qui vise à réunir les acteurs de l'économie bleue autour d'une vision partagée.

A travers cet OS, il est proposé de relever les défis suivants :

- Enrichir et diffuser la connaissance sur les milieux, les ressources, l'économie, la société
- Former et attirer les acteurs de l'économie bleue de demain
- Structurer et développer l'économie bleue et ses secteurs en encourageant la coopération et la communication
- Faciliter l'accès et la disponibilité en financements

Références réglementaires

Articles 28 à 34 du règlement (UE) 2021/1060

Article 30 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

— Actions préparatoires

— Animation et renforcement des capacités de gestion des DLAL

- Mise en œuvre de la stratégie DLAL et financement des dossiers retenus au titre des stratégies locales
- Coopération intergalpa/intra régions/, au niveau national et européen

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site « Europe en Guyane » (<https://europe-guyane.fr/>)

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

- Les actions préparatoires et l'animation et renforcement des capacités de gestion des DLAL FEAMPA seront prise en charge sur le programme FEDER-FSE+ de la Guyane

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation (annexée pour information) :

Critères de sélection portant sur les bénéficiaires

Les critères sont définis par le GALPA et spécifiés dans le plan d'action de la stratégie.

Critères de sélection portant sur les opérations

Les critères sont définis par le GALPA et spécifiés dans le plan d'action de la stratégie.

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire
Taux de contribution du FEAMPA 50% des aides publiques
Indicateurs de résultat <ul style="list-style-type: none"> - Emplois créés - Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons - Activités de coopération entre parties intéressées - Entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information - Action visant à améliorer les capacités de gouvernance